

**Partie 1 Général**

**1.1 TAXES**

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

**1.2 DROITS, PERMIS ET CERTIFICATS**

- .1 Payer tous les droits et obtenir tous les permis. Fournir aux autorités les dessins et les renseignements nécessaires à la délivrance des certificats d'acceptation. Fournir les certificats d'inspection démontrant que l'ouvrage est conforme aux exigences des autorités compétentes.

**1.3 EXIGENCES EN MATIÈRE DE LICENCES**

- .1 L'Entrepreneur doit être habilitéé à travailler dans les provinces de l'Ontario et du Québec. Il doit détenir tous les permis requis et respecter les lois, règlements et exigences applicables des deux provinces.
- .2 Tous les travaux d'ingénierie doivent être approuvé par un ingénieur professionnel, agréé et breveté dans les provinces de l'Ontario et du Québec.

**1.4 CONTRÔLE DE SÉCURITÉ**

- .1 Tous les membres du personnel affectés aux présents travaux seront soumis à des contrôles de sécurité. Obtenir les autorisations requises, selon les exigences, pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux.

**1.5 NORMES MINIMALES**

- .1 Les matériaux devront être neufs et les travaux, conformes aux prescriptions des normes minimales et pertinentes de les "références" indiquées dans les autres sections du devis, et du Code canadien de conception de ponts routiers (Code CAN/CSA S6), du Code national du bâtiment du Canada (le cas échéant), de l'Office des normes générales du Canada, de l'Association canadienne de normalisation et de tous les autres codes municipaux ou provinciaux applicables. Dans le cas de contradiction ou de dérogation, les normes les plus sévères s'appliqueront.

**1.6 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES**

- .1 Conformité. Se familiariser en tout point avec l'ensemble des règlements, ordonnances et autres décrets des Autorités gouvernementales pertinentes des provinces et municipalités en cause, relativement à l'exécution des travaux du présent contrat et se conformer à tous ces règlements, ordonnance et décrets.

- .2 Tous les aspects du projet en cours devront être conformes aux règlements pertinents des provinces de l'Ontario et du Québec, sauf indication contraire par un article spécifique dans les documents contractuels.
- .3 Droits, permis et certificats : Payer tous les droits et se procurer tous les permis. Remettre aux autorités les plans et l'information relatifs aux certificats d'acceptation. Fournir des certificats d'inspection attestant que les travaux sont conformes aux exigences des autorités compétentes.
- .4 S'assurer que les employés se conforment aux exigences de sécurité des documents du contrat, aux exigences du plan ou des plans de santé et de sécurité s'appliquant spécifiquement à ce chantier et à toutes les exigences réglementaires pertinentes.
- .5 La présentation d'une offre sera interprétée comme une attestation indiquant que le soumissionnaire a discuté des exigences d'approbation avec les autorités gouvernementales appropriées. Il est entendu que tous les coûts engagés par l'Entrepreneur pour se conformer aux sections 1.6 seront à la charge de l'Entrepreneur. Celui-ci ne pourra réclamer aucune rémunération supplémentaire si ces démarches retardent le début des travaux pour répondre aux exigences susmentionnées.

## **1.7 PRODUITS ET QUALITÉ D'EXÉCUTION**

- .1 Références et codes :
  - .1 Entreprendre les travaux en conformité avec le Code canadien de conception de ponts routiers (CCCPR) et le Code national du bâtiment du Canada (CNBC) le cas échéant.
  - .2 Le matériel et la qualité d'exécution doivent se conformer au moins aux normes applicables de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), de l'American Society for Testing and Materials (ASTM), des autres organisations mentionnées, et tous les codes provinciaux et municipaux applicables.
  - .3 Se conformer à la plus récente révision des normes datées et mentionnées. Les normes ou codes sans date seront réputées être en vigueur pendant la période de soumission.
  - .4 Dans le cas de contradiction ou de dérogation, les exigences les plus sévères s'appliqueront.
- .2 Qualité d'exécution :
  - .1 Les travaux doivent être exécutés par des travailleurs agréés qualifiés ou par des apprentis, selon les termes de la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main-d'œuvre.
  - .2 Utiliser seulement des travailleurs très compétents et entraînés, expérimentés dans le type de travail qui leur est confié; qui connaissent entièrement les matériaux spécifiés, les méthodes d'installation et d'application recommandées par le fabricant, les dessins et spécifications; et qui assureront une exécution de haute qualité dans les travaux finis.
  - .3 Pour l'acceptation ou le rejet des travaux finis, on ne tiendra pas compte du manque de compétences de la part des travailleurs.

- .4 Se conformer aux lois provinciales liées aux compétences des travailleurs.
- .5 Les employés inscrits à un programme d'apprentissage provincial pourront exécuter des tâches spécifiques s'ils sont sous la surveillance directe de travailleurs agréés qualifiés.
- .6 Les tâches permises devront être déterminées selon le degré de formation et selon les aptitudes démontrées pour l'exécution des tâches spécifiques.

## **1.8 SURVEILLANCE PAR L'ENTREPRENEUR**

- .1 Au cours de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur devra avoir en tout temps un Représentant sur place, ce Représentant étant un employé de l'Entrepreneur ayant l'autorisation de signer des documents en son nom.

## **1.9 VÉRIFICATION DES DIMENSIONS DU SITE**

- .1 Il s'agit ici d'un avertissement s'adressant à l'Entrepreneur, lui signalant que toutes les élévations et dimensions indiquées sur les plans ne sont qu'approximatives. Vérifier toutes les dimensions et tous les niveaux actuels avant de préparer et de présenter des dessins d'ateliers, et avant de planifier et d'entreprendre n'importe quels travaux de construction. Signaler immédiatement par écrit toutes les contradictions au Représentant du Ministère.

## **1.10 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE**

- .1 Présenter au Représentant du Ministère tous les éléments requis (dessins d'atelier, procédures, plans, données sur les produits, échantillons, calendriers d'exécution, qualifications, et certificats de conformité) conformément à la section 01 33 00 – Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Ne pas entreprendre la fabrication ni commander de matériaux avant l'approbation des dessins d'atelier par les Autorités compétentes.
- .3 Ne pas entamer les étapes suivantes des travaux tant que les certificats de conformité appropriés n'auront pas été présentés conformément à la section 01 45 00 – Contrôle de la qualité.

## **1.11 PRÉREQUIS POUR LA MOBILISATION**

- .1 Les documents suivants doivent être soumis et approuvés par le Représentant du Ministère avant l'approbation de mobiliser au chantier :
  - .1 Calendrier général
  - .2 Calendrier d'exécution
  - .3 Ventilation des coûts
  - .4 Plan de protection de l'environnement
  - .5 Réception des permis et/ou autorisations environnementaux
  - .6 Plan de control de la circulation
  - .7 Plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier
  - .8 Documents à soumettre pour la gestion des déchets

## **1.12 SÉQUENCE DES TRAVAUX**

- .1 Les travaux doivent être agencés selon une séquence permettant de maintenir tous les niveaux de service, y compris la navigation, la circulation des véhicules, et la circulation des piétons.

## **1.13 CALENDRIER DES TRAVAUX**

- .1 Rédiger et tenir à jour un Calendrier d'avancement des travaux, ce calendrier devant être fondé sur la Méthode de cheminement critique, en conformité avec les stipulations pertinentes de la section 01 32 16.06 - Ordonnancement des travaux – Méthode du chemin critique.
- .2 La mise en route des travaux ne devra pas être permise tant et aussi longtemps que le calendrier générale et que le calendrier d'exécution, tels que spécifiés dans la section 01 32 16.06 – Ordonnancement des Travaux – Méthode du Chemin Critique, n'auront pas été examinés par le Représentant du Ministère et révisés et présentés à nouveau par l'Entrepreneur.
- .3 Produire un calendrier de présentation des dessins d'atelier, des plans et des procédures.
- .4 Planifier et exécuter les travaux en dérangeant ou en perturbant le moins possible l'exploitation normale des lieux.
- .5 Exécuter les travaux pendant « les heures normales de travail », soit du lundi au vendredi entre 7 h et 18 h.
- .6 Avertir le Représentant du Ministère 48 h avant d'exécuter des travaux à l'extérieur des heures normales de travail.
- .7 Pour toutes autres restrictions visant les travaux se référer à la Section 01 14 00 – Restrictions visant les travaux.
- .8 Tenir compte dans le calendrier de toutes les restrictions imposées par les municipalités telles que les heures de travail et les restrictions de bruit.
- .9 Si l'avancement des travaux montre des retards, il faudra alors prendre les mesures qui s'imposent pour se rattraper et respecter les échéanciers établis dans le calendrier. Ne pas modifier le calendrier sans l'approbation du Représentant du Ministère.

## **1.14 VENTILATION DES COÛTS**

- .1 Dans les 5 jours suivant l'attribution du contrat, préparer et soumettre une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat.
- .2 Développer la ventilation des coûts sur deux (2) niveaux au moins:
  - .1 Une ventilation de la partie forfaitaire du contrat dans une liste d'items forfaitaire en détail approprié pour la taille et la complexité du projet; et
  - .2 Une ventilation des items forfaitaires en sous-items appropriés pour la taille et la complexité de chaque élément forfaitaire.

- .3 La ventilation de coûts devra fidèlement refléter les coûts se rattachant aux travaux. Peu importe les circonstances, l'Entrepreneur ne devra jamais présenter une ventilation de coûts déséquilibrée (en ramenant le tout à des frais initiaux).
- .4 Soumettre des documents d'appui ou des pièces justificatives pour toutes les ventilations que le Représentant du Ministère considère comme étant non équilibrées.
- .5 S'il s'avère impossible de soumettre de la documentation de soutien ou des pièces justificatives ou si une ventilation ne peut pas être justifiée à la satisfaction du Représentant du Ministère, l'Entrepreneur se devra alors de réviser et de présenter à nouveau la ventilation ou les ventilations de coûts.
- .6 Une liste préliminaire des items forfaitaire est présentée dans le tableau 1. Développer et ajouter des items à la liste dans la ventilation des coûts pour couvrir les coûts associés à tous les travaux pour lesquelles aucun item à prix unitaire n'est fourni.
- .7 Une fois approuvée par le Représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

**TABEAU 1 VENTILATION DES COÛTS**

No.	Article de travail	Division ou numéro de la section du devis
1	Mobilisation	
2	Ordonnancement des travaux	01 32 16.06
3	Régulations de la circulation	01 35 00.06
9	Régulations des piétons sur le chantier de construction	01 35 00.06
4	Protection de l'environnement	01 35 43
5	Installations de chantier	01 52 00
6	Ouvrages provisoires	01 54 23
7	Ouvrages d'accès et de protection temporaires	01 56 00
8	Plan de la gestion des déchets et surveillance	01 74 21
10	Éclairage temporaire	
11	Travaux routiers aux approches	02 41 13 02 41 13.14 03 10 00 03 20 00 03 30 00 31 05 16 31 23 33.01 32 11 16.01 32 11 23 32 12 13.16 32 12 16 32 16 15
12	Espaceur du tourillon au nœud L25W - Essai non-destructif	05 12 33

13	Diagonale M39W-U40W - Essai non-destructif	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
14	Diagonale U36W-M37W - Essai non-destructif	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
15	Entretoise 43 - Essai non-destructif	05 12 33
16	Longerons de nœuds 22-23 - Essai non-destructif	05 12 33
17	Longeron S3E de nœuds 51-52 - Essai non-destructif	05 12 33
18	Longeron S3E de nœuds 54-55 - Essai non-destructif	05 12 33
19	Renfort d'âme du montant - L10E-M10E	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
20	Renfort de cornière verticale au droit de l'entretoise 14	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
21	Réparation de plaques couvre-joint d'âme des montants - L27E-M27E	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
22	Biseauter les coins des plaques couvre-joint d'âme des montants - L27W-M27W	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
23	Réparations à l'âme du porte-à-faux est de l'entretoise 43	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
24	Ajout d'un raidisseur au porte-à-faux ouest de l'entretoise 43	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
25	Remplacement du contreventement transversal de la poutre triangulée 'B' à la pile 5	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
26	Remplacement de la semelle de l'entretoise 13	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
27	Remplacement de la semelle de l'entretoise 14	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
28	Remplacement de la semelle de l'entretoise 22	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
29	<b>(Addenda n° 2)</b> Remplacement de longeron S2E – L18-L19 & L23-L24	02 41 16.01 05 12 33 09 97 19
30	Remise en état	01 52 00
31	Démobilisation	

32	Les déplacements et les enlèvements/élimination des utilisés de services sur la structure	
33	Tous les autres œuvres pour lesquelles aucun article de prix unitaires sont prévus pour le paiement dans le tableau des prix unitaires du formulaire de soumission.	All Sections

#### 1.15 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 Utilisation du chantier, selon les stipulations comprises dans les documents du contrat. Se reporter aux dessins contractuels afin de retrouver les zones d'entreposage sur place et les zones de mise en stades qui devront être équipées et entretenues par l'Entrepreneur. Les zones de mise en stades sur place doivent être à l'intérieure de la propriété du site et bien identifiées.
- .2 Se procurer l'espace additionnel requis pour fins d'entreposage ou en vue de la réalisation de travaux faisant partie des opérations et défrayer les coûts s'y rattachant
- .3 Nettoyer les travaux au fur et à mesure de leur avancement.
- .4 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou de matériel.
- .5 Se débarrasser des matériaux excédentaires en temps opportuns.
- .6 Déplacer les produits et le matériel entreposés qui nuisent aux travaux du Représentant du Ministère ou d'autres Entrepreneurs.
- .7 Il sera interdit à l'Entrepreneur et à ses employées d'utiliser les bacs à ordures et les salles de toilettes qui appartiennent ou qui sont destinées à la CCN ainsi qu'au Musée des civilisations.
- .8 Il sera interdit d'utiliser le pont actuel pour entreposer ou sauvegarder des matériaux.
- .9 Identifier clairement les zones d'entreposage sur les plateformes et autres accès temporaire (sur les dessins et au chantier). Le chargement d'entreposage maximal autorisé doit être clairement identifié. Toutes les plateformes et accès temporaire doivent être conçus en fonction de ces charges. Un affichage clair et bilingue doit être installé dans les zones désignées. Aucune accumulation de matériel neuf ou usagé sera autorisé sur le pont ni sur les plateformes temporaires, sauf dans les zones désignées de la plateforme conçue et identifier pour porter de telles charges.

#### 1.16 PROTECTION DES VOIES PUBLIQUES

- .1 Assurer la protection des piétons et des automobilistes et ce, en conformité avec les précisions de restriction formulées dans la section 01 35 00.06 (Procédures spéciales – régulations de la circulation) et la section 01 14 00 (Restrictions visant les travaux).

#### 1.17 PANNEAUX INDICATEURS

- .1 Fournir des panneaux indicateurs d'usage courant destinés au contrôle de la circulation, aux renseignements et aux instructions, à l'utilisation du matériel, aux dispositifs affectés à la sécurité du public, etc. rédigés dans les deux langues officielles ou utilisant des

symboles graphiques facilement compréhensibles et approuvés par le Représentant du Ministère.

- .2 Aucune publicité ne sera autorisée sur le chantier.

#### **1.18 ACCÈS AU CHANTIER**

- .1 Concevoir, assembler et maintenir des moyens temporaires pour entrer dans les aires des travaux et en sortir, y compris des barricades, des indicateurs traceurs, des installations de protection des véhicules et des enseignes, en conformité avec les exigences et ce, indépendamment de surfaces finies et en conformité avec les règlements applicables des municipalités, des provinces et des autres Autorités compétentes en cause.

#### **1.19 SERVICES PUBLICS TEMPORAIRES**

- .1 Aucun service d'électricité ne sera disponible sur place. L'Entrepreneur devra prévoir un branchement électrique temporaire sur le site de ses travaux. Ce raccordement devra être conforme au Code Canadien de l'électricité. L'Entrepreneur devra défrayer tous les frais relatifs à ce branchement et de débranchement ainsi que tous les frais d'utilisation de service.
- .2 Prévenir le Représentant du Ministère et les entreprises de services publics des interruptions de service prévues, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .3 Prévenir le Représentant du Ministère 1 semaine avant chaque interruption nécessaire d'un service mécanique ou électrique pendant le déroulement des travaux. Maintenir la durée de ces coupures au minimum. Toutes les coupures doivent avoir lieu après les heures normales de travail des occupants, de préférence les fins de semaine.

#### **1.20 EXAMEN ET PRÉPARATION**

- .1 Inspecter le chantier et examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux et s'assurer de bien connaître les conditions existantes du chantier.
- .2 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations de services publics qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant du Ministère.
- .3 Avant de commencer travaux dans un endroit, effectuer une relevée photo/vidéo adéquate des conditions existantes de cette zone pour but de référence. Soumettre au Représentant du Ministère avant de débiter les travaux dans cette zone.

#### **1.21 DÉNEIGEMENT**

- .1 Collaborer avec les équipes de déneigement de la ville d'Ottawa et de la ville de Gatineau.
- .2 Tenir la responsabilité pour le déneigement, le déglacage, et l'enlèvement des débris :
  - .1 Sur le chantier, pendant toute la durée du contrat; et,
  - .2 Sur les voies de circulation fermées sur le pont et les approches au pont, pendant toute la durée des fermetures de voies.



- .3 Le déneigement, le déglçage, et l'enlèvement des débris seront sans frais au Représentant du Ministère et est considéré comme étant inclus dans le prix global forfaitaire du contrat.

## **1.22 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE**

- .1 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada 2010 et au Code national de prévention des incendies – Canada 2010 pour la sécurité des personnes dans le bâtiment en cas d'incendie et pour la protection des bâtiments contre les effets d'un incendie, selon les indications ci-après :
  - .1 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada (CNB) en ce qui concerne les dispositifs à incorporer dans un bâtiment pendant les travaux de construction, visant la sécurité des personnes et la prévention des incendies.
  - .2 Se conformer au Code national de prévention des incendies – Canada (CNPI) en ce qui concerne les éléments ci-après :
    - .1 L'utilisation et l'entretien continus des dispositifs visant la sécurité-incendie et la prévention des incendies incorporés dans les bâtiments.
    - .2 Les activités exercées qui pourraient présenter des risques d'incendie dans les bâtiments et autour de ces derniers.
    - .3 Les restrictions visant des contenus dangereux dans les bâtiments et autour de ces derniers.
    - .4 La réalisation des plans de sécurité-incendie.
    - .5 La sécurité-incendie sur les chantiers de construction et de démolition.
- .2 Soudage et découpage :
  - .1 Assigner un guetteur d'incendie lors d'opérations de soudage ou de coupage au chalumeau et ce, y compris durant les périodes de repos comme les pauses-café, aux endroits où des matériaux combustibles dans un rayon de 10 mètres pourraient être allumés par conduction ou par radiation et ce, au cours d'une période d'au moins trente (30) minutes après l'arrêt des travaux.

## **1.23 PROTECTION**

- .1 Protéger les ouvrages contre les dommages jusqu'à la prise de possession.
- .2 Assurer une protection pour éviter que la poussière et la saleté ne se répandent à l'extérieur des limites des travaux.
- .3 Protéger contre les risques d'accident les ouvriers et les autres utilisateurs des lieux.

## **1.24 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À VERSER AU DOSSIER DE PROJET**

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire ou un jeu des documents suivants :
  - .1 dessins contractuels;
  - .2 devis;
  - .3 addenda;
  - .4 ordres de modification et autres avenants au contrat;
  - .5 dessins d'atelier révisés, fiches techniques, échantillons, plans, procédures, etc.;

- .6 instructions d'installation et d'application des fabricants;
  - .7 registres des essais effectués sur place;
  - .8 certificats d'inspection;
  - .9 certificats délivrés par les fabricants.
  - .10 autres documents spécifiés.
- .2 Ranger les documents et les échantillons du dossier de projet dans le bureau de chantier, séparément des documents d'exécution des travaux. Prévoir des classeurs et des tablettes ainsi qu'un endroit d'entreposage sûr.
- .3 Étiqueter les documents et les classer selon la liste des numéros de section indiqués dans la table des matières du cahier des charges. Inscrire clairement « Dossier de projet », en lettres moulées, sur l'étiquette de chaque document.
- .4 Garder les documents du dossier de projet propres, secs et lisibles. Ne pas les utiliser comme documents d'exécution des travaux.
- .5 Le Représentant du Ministère doit avoir accès aux documents et aux échantillons du dossier de projet aux fins d'inspection.

#### **1.25 CONSIGNATION DES DONNÉES DANS LE DOSSIER DE PROJET**

- .1 Consigner les renseignements sur un jeu de dessins grandeur nature, et une copie des devis fournis par le Représentant du Ministère.
- .2 Consigner les renseignements à l'aide de marqueurs à pointe feutre rouge.
- .3 Consigner les renseignements au fur et à mesure que se déroulent les travaux.
- .4 Ne pas dissimuler les ouvrages avant que les renseignements requis aient été consignés.
- .5 Dessins contractuels et dessins d'atelier : indiquer chaque donnée de manière à montrer les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
- .1 La profondeur mesurée des éléments de fondation par rapport au niveau du premier plancher fini.
  - .2 Les modifications apportées sur place quant aux dimensions et aux détails des ouvrages.
  - .3 Les changements apportés suite à des ordres de modification et autres modifications au contrat.
  - .4 Les détails qui ne figurent pas sur les documents contractuels d'origine.
  - .5 Les références aux dessins d'atelier et aux modifications connexes.
- .6 Devis : inscrire chaque donnée de manière à décrire les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
- .1 Le nom du fabricant, la marque de commerce et le numéro de catalogue de chaque produit effectivement installé,
  - .2 Les changements faisant l'objet d'addenda ou d'ordres de modification, et autres modifications au contrat.

- .7 Autres documents : garder [les certificats des fabricants] [les certificats d'inspection,] [les registres des essais effectués sur place] prescrits dans chacune des sections techniques du devis.
- .8 Le cas échéant, fournir les photos numériques à verser au dossier du projet.
- .9 Just avant l'inspection des travaux par le Représentant du Ministère en vue de la présentation du Certificat définitif d'achèvement des travaux, transférer soigneusement les notation à une deuxième jeu de dessins et le soumettre au Représentant du Ministère.

#### **1.26 RÉUNION SUR LES GARANTIES, PRÉALABLE À L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX**

- .1 Avant l'achèvement des travaux, tenir une réunion avec le représentant de l'Entrepreneur et le Représentant du Ministère, conformément à la section 01 31 19 - Réunions de projet, au cours de laquelle seront examinés :
  - .1 les exigences des travaux;
  - .2 les termes de la garantie offerte par ce dernier.
- .2 Le Représentant du Ministère établira la procédure de communication à suivre dans les cas indiqués ci-après.
  - .1 Avis de défaut pour des éléments, matériels ou systèmes couverts par une garantie.
  - .2 Détermination des priorités relativement aux types de défaut.
  - .3 Détermination d'un temps raisonnable d'intervention.
- .3 Fournir le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entreprise cautionnée chargée d'effectuer le dépannage/les réparations sous garantie.
- .4 S'assurer que les bureaux de l'entreprise sont situés dans la zone de service local de l'élément/l'ouvrage garanti, que des personnes-ressources sont disponibles en tout temps et qu'elles sont en mesure de donner suite aux demandes de renseignements concernant le dépannage/les réparations sous garantie.

#### **1.27 GARANTIES**

- .1 Élaborer un plan de gestion des garanties comprenant tous les renseignements relatifs aux garanties.
- .2 Trente (30) jours avant la réunion sur les garanties préalable à l'achèvement des travaux, soumettre le plan de gestion au Représentant du Ministère, aux fins d'approbation.
- .3 Le plan de gestion des garanties doit faire état des actions et des documents qui permettront de s'assurer que le Représentant du Ministère puisse bénéficier des garanties prévues au contrat.
- .4 Le plan doit être présenté sous forme narrative et il doit contenir suffisamment de détails pour être ultérieurement utilisé et compris par le personnel chargé des réparations.
- .5 Soumettre au Représentant du Ministère, aux fins d'approbation avant la présentation de chaque demande de paiement mensuel, les renseignements concernant les garanties obtenus durant l'étape de la construction.

- .6 Consigner toute l'information dans une reliure à remettre au moment de la réception des travaux. Se conformer aux prescriptions ci-après.
  - .1 Séparer chaque garantie au moyen de feuilles à onglet repéré selon le contenu de la table des matières.
  - .2 Dresser une liste des sous-traitants, des fournisseurs et des fabricants, avec le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du responsable désigné de chacun.
  - .3 Obtenir les garanties et les cautionnements signés en double exemplaire par les sous-traitants, les fournisseurs et les fabricants dans les dix (10) jours suivant l'achèvement du lot de travaux concerné.
  - .4 S'assurer que les documents fournis sont en bonne et due forme, qu'ils contiennent tous les renseignements requis.
  - .5 Contresigner les documents à soumettre lorsque c'est nécessaire.
  - .6 Conserver les garanties et les cautionnements jusqu'au moment prescrit pour les remettre.
- .7 Sauf pour ce qui concerne les éléments mis en service avec l'autorisation du Maître de l'ouvrage, ne pas modifier la date d'entrée en vigueur de la garantie avant que la date d'achèvement substantiel des travaux ait été déterminée.
- .8 Douze (12) mois et vingt-quatre (24) mois après la date de réception des travaux, effectuer une inspection de garantie en compagnie du Représentant du Ministère. Fournir l'accès pour l'inspection (accès par corde, monte hommes, etc.).
- .9 Le plan de gestion des garanties doit comprendre ou indiquer ce qui suit.
  - .1 Les rôles et les responsabilités des personnes associées aux diverses garanties, y compris les points de contact et les numéros de téléphone des responsables au sein des organisations de l'Entrepreneur, des sous-traitants, des fabricants ou des fournisseurs participant aux travaux.
  - .2 La liste et l'état d'avancement des certificats de garantie pour les éléments et les lots faisant l'objet de garanties prolongées, notamment l'acier structural, la peinture des surfaces en métal, et le béton coulé en place.
  - .3 La liste de tous éléments couverts par une garantie, avec, pour chacun, les renseignements indiqués ci-après.
    - .1 Le nom de l'élément, du matériel, du système ou du lot.
    - .2 L'emplacement.
    - .3 Le nom et le numéro de téléphone des fabricants et des fournisseurs.
    - .4 Les garanties et leurs conditions d'application, dont une garantie construction générale de un (1) an. Devront être indiqués les éléments, matériels, systèmes ou lots couverts par une garantie prolongée, ainsi que la date d'expiration de chacune.
    - .5 Des renvois aux certificats de garantie, le cas échéant.
    - .6 La date d'entrée en vigueur et la date d'expiration de la garantie.
    - .7 Un résumé des activités d'entretien à effectuer pour assurer le maintien de la garantie.
    - .8 Le nom et le numéro de téléphone de l'organisation et des personnes à appeler pour les travaux reliées au garantie.

- .9 Les temps d'intervention et de réparation/dépannage typiques prévus pour les éléments garantis.
- .4 L'expression de l'intention de l'Entrepreneur d'être présent aux inspections prévues de douze (12) mois et vingt-quatre (24) mois après le parachèvement des travaux concernés.
- .10 Donner rapidement suite à toute demande verbale ou écrite de dépannage/travaux de réparation requis en vertu d'une garantie.
- .11 Toutes instructions verbales doivent être suivies d'instructions écrites.
- .1 Le Représentant du Ministère pourra tenter une action contre l'Entrepreneur si ce dernier ne respecte pas ses obligations.
- .12 Advenant que l'on ait besoin de plus de temps que ce qui est précisé dans la garantie qui est de 24 mois pour corriger un manque quelconque, la garantie devra alors se prolonger et ce, jusqu'à ce que la défectuosité soit corrigée à la satisfaction du Représentant du Ministère.

## 1.28 GARANTIES PROLONGÉES

- .1 Pour les travaux décrits dans le Tableau 2 – Liste des garanties prolongées, la période de garantie de 12 mois doit être prolongée à 24 mois.

**TABLEAU 2 – LISTE DES GARANTIES PROLONGÉES**

Section	Condition	Période de garantie
05 12 33 – Acier de construction pour ponts	Fissures, déformations, installation incorrect, déficiences de connexion.	24 mois
09 97 19 – Peinturage de surfaces extérieures en métal	À pelage et (ou) à apparence de rouille	24 mois
03 30 00 – Béton coulé en place	Écaillage, effritement, délamination, fissuration	24 mois

## Partie 2 Produits

### 2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

## Partie 3 Exécution

### 3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

**FIN DE LA SECTION**